

La présidence de tous les dangers

UE La Roumanie a pris la présidence tournante pour un semestre mouvementé

► Brexit, élections européennes, budget pluriannuel compliqué...
► La Roumanie devra gérer des dossiers explosifs, alors que son gouvernement est accusé de dérive interne.

BUCAREST
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

A lors que le semestre qui vient de débiter pourrait être la période la plus chahutée que l'Union européenne ait eue à traverser depuis la crise financière, voire même depuis son origine, le pays qui a pris la présidence tournante de l'UE est-il à même d'y faire face ? C'est la question, brutalement posée par le président de la Commission européenne il y a dix jours, à laquelle ont dû s'employer de répondre publiquement tous les dirigeants politiques roumains à Bucarest ces jeudi et vendredi, lors du lancement officiel de la première présidence européenne de ce pays devenu membre en 2007. Dans un entretien au journal allemand *Welt am Sonntag*, publié aussi par *Le Soir* le 30 décembre, Jean-Claude Juncker avait déclaré que « la Roumanie est techniquement bien préparée (...). Je pense toutefois que le gouvernement de Bucarest n'a pas encore tout à fait compris ce qu'implique la présidence des États membres de l'UE. »

« Nous allons prouver que la politique est aussi un art que nous maîtrisons »

KLÁUS IOHANNIS, PRÉSIDENT ROUMAIN

Une critique totalement contraire aux usages à l'encontre d'un Etat prenant ou assurant la présidence tournante. L'Autriche, gouvernée avec l'extrême droite et qui a notamment saboté le soutien européen au Pacte migratoire de l'ONU, n'avait récolté que des éloges junckériennes pour sa ré-

cente présidence...

La critique du président de la Commission s'adressait quant à elle spécifiquement au gouvernement roumain. Un gouvernement dominé par le parti socialiste de Liviu Dragnea, condamné à trois ans et demi pour abus de pouvoir et poursuivi par l'Office antifraude européen, et qui mène tambour battant des réformes visant à réduire le pouvoir judiciaire et affaiblir la lutte anticorruption, notamment par un récent projet de loi d'amnistie. Des « réformes » auxquelles tente de s'opposer le président roumain Klaus Iohannis, un conservateur germanophone appartenant à la famille

politique de Jean-Claude Juncker (le PPE), et qui use activement de son pouvoir de contre-poids spécifique au système bicéphale spécifique à la Roumanie. La dérive actuelle a valu à Bucarest un rapport sévère de la Commission le 18 décembre dernier, dans le cadre du processus destiné à vérifier si le pays est prêt à rejoindre la zone de libre circulation Schengen, perçue par les Roumains comme le Graal européen.

« Je vous assure, Monsieur Juncker, que les dirigeants du parti majoritaire à Bucarest ont bien compris le rôle de la Roumanie dans sa (nouvelle) position », a répondu lors de la séance inaugurale jeudi Florin Iordache, le vice-président de la Chambre, tandis que la Première ministre Viorica Dancila garantissait à son interlocuteur bruxellois que « nous sommes déterminés à obtenir des résultats concrets, à contribuer à l'unité de l'UE », etc. Même le président Klaus Iohannis, qui reconnaissait devant les journalistes européens que son pays « a un problème d'image », tenait à rassurer ses interlocuteurs quant au fait que son pays tiendrait le rang et, grand sourire à l'appui, que « nous allons prouver que la politique est aussi un art que nous maîtrisons ».

Cet art-là sera en effet indis-

pensable aux Roumains pour barrer leur navire à travers les flots européens tumultueux qui s'annoncent : un Brexit peut-être brutal fin mars si l'accord en est rejeté mardi prochain par le Parlement britannique (lire ci-contre) ; des élections européennes en mai d'où les extrêmes droites anti-européennes et les populistes émergeront peut-être comme une force continentale majeure ; le dossier européen le plus complexe qui soit, à savoir le prochain budget pluriannuel de l'UE amputé de sa contribution britannique, à négocier d'ici l'automne de cette année ; et enfin un sommet européen extraordinaire en mai à Sibiu – la ville dont est originaire M. Iohannis – où les 27 ont l'ambition de relancer l'Europe après le traumatisme du Brexit.

Enfin, comme si ce n'était pas assez, c'est aux ministres roumains, qui présideront les différentes formations du conseil de l'UE, qu'incombe la tâche impossible de faire aboutir les 248 propositions législatives en cours dans les quatre mois qui restent d'ici la fin de la législature du Parlement européen. Parmi celles-ci, le paquet migratoire comprenant la réforme de l'asile dans laquelle les 28 sont enlisés depuis deux ans. Un paquet dont la Commission européenne a fait le deuil de la réforme du règlement de Dublin, Jean-Claude Juncker encourageant la présidence roumaine à tenter de faire adopter au moins les cinq textes législatifs sur lesquels l'accord est déjà engrangé...

Tous des projets qui expliquent pourquoi Jean-Claude Juncker est « venu dire qu'il faut mettre fin aux litiges internes » et « trouver un consensus national » afin de « ne pas jeter de l'ombre sur la présidence de l'UE ». Autrement dit : mettre les luttes internes autour des réformes controversées au frigo, au moins pour six mois. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

BREXIT**« Laissez-moi faire ! », dit Juncker**

Les rumeurs circulent concernant une « lettre » de réassurances sur le « filet de sécurité irlandais », que Theresa May tente d'obtenir de l'UE afin de convaincre son Parlement d'adopter l'accord sur le Brexit lors d'un vote crucial mardi prochain. Interrogé à ce sujet à Bucarest, le président de la Commission a confirmé que *« nous sommes en train de voir avec Downing Street ce que pourraient être ces clarifications »*, sachant que les 27 répètent depuis qu'ils ont adopté cet accord qu'il peut y avoir des *« clarifications, mais pas de renégociation »*. *« Mais je ne crois pas qu'il soit sage que je m'explique sur les détails de ces discussions en cours. Laissez-moi faire ! »*, a lancé catégoriquement et non moins mystérieusement le président de la Commission.

J. KZ